

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2013/29242]

**21 FEVRIER 2013. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif à la mise en œuvre de la prévention générale par les conseils d'arrondissement de l'aide à la jeunesse**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, tel que modifié, notamment, l'article 25ter, 2°, 7° et 8°;

Vu le décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 juin 2004 relatif à la mise en œuvre des programmes de prévention générale dans le secteur de l'aide à la jeunesse;

Vu l'avis n° 117 du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse, donné le 8 novembre 2012;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 4 décembre 2012;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 décembre 2012;

Vu l'avis n° 52.621/4 du Conseil d'Etat, donné le 14 janvier 2013 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de la Jeunesse;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Définitions

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent arrêté, on entend par :

1. décret : décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;
2. le Ministre : le Ministre qui a l'aide à la jeunesse et la protection de la jeunesse dans ses attributions;
3. C.A.A.J. : le Conseil d'arrondissement de l'aide à la jeunesse visé à l'article 20 du décret;
4. prévention générale : la prévention générale telle que définie à l'article 1<sup>er</sup>, 21°, du décret;
5. plan d'actions : le plan d'actions tel que défini à l'article 1<sup>er</sup>, 22°, du décret.

CHAPITRE II. — *Elaboration du diagnostic social et conception et coordination du plan d'actions triennal par le C.A.A.J.**Section I<sup>re</sup>. — Elaboration du diagnostic social*

**Art. 2.** Conformément à l'article 21, 1°, du décret, le C.A.A.J. élabore, tous les trois ans, sur base d'un référentiel établi par le Ministre, un diagnostic social à l'échelle de l'arrondissement qui s'appuie sur :

- 1° les données statistiques fournies par l'administration compétente;
- 2° les constats des différents services agréés et services publics de l'aide à la jeunesse;

3° les diagnostics sociaux élaborés par les services d'aide en milieu ouvert en vertu de l'article 8 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services d'aide en milieu ouvert;

4° les constats des autres secteurs, en ce inclus les recommandations des plateformes de concertation visées aux articles 23 et 23 bis du décret et, le cas échéant, à l'article 23ter;

5° les constats issus de l'évaluation intermédiaire du plan d'actions en cours.

L'administration compétente apporte au C.A.A.J. un soutien méthodologique dans l'élaboration du diagnostic social.

**Art. 3.** Le diagnostic social est transmis au conseiller en vue de l'élaboration du programme de prévention générale prévu à l'article 32, § 2, 2°.

**Art. 4.** Sur base du diagnostic social, le C.A.A.J. détermine les priorités qu'il souhaite rencontrer par le biais de son plan d'actions. Il sollicite l'avis des plateformes de concertation quant à ces priorités.

*Section II. — Conception et coordination d'un plan d'actions triennal*

**Art. 5.** Conformément à l'article 21, 2°, du décret, le C.A.A.J. élabore tous les trois ans un plan d'actions.

Pour ce faire, le C.A.A.J. diffuse pour la première fois en 2014, le 1<sup>er</sup> juin au plus tard et ensuite tous les trois ans, un appel à projets qui reprend le diagnostic social visé à l'article 2 ainsi que les priorités visées à l'article 4. L'appel à projets invite les opérateurs visés à l'alinéa 4 à proposer des actions de prévention générale qui visent à répondre aux priorités déterminées par le C.A.A.J.

Le C.A.A.J. transmet copie de l'appel à projets à l'administration compétente.

Le C.A.A.J. veille à une diffusion la plus large possible de l'appel à projets au sein de l'arrondissement. Il l'adresse :

- à l'ensemble des services publics de l'aide à la jeunesse de l'arrondissement;
- à l'ensemble des services agréés qui ont leur siège d'activités ou d'exploitation au sein de l'arrondissement;
- à l'ensemble des services agréés dont le projet pédagogique prévoit qu'ils exercent leurs missions au sein de l'arrondissement;
- à l'ensemble des opérateurs pertinents de l'arrondissement en fonction des priorités visées à l'article 4.

Le C.A.A.J. publie également l'appel à projets sur son site internet.

**Art. 6.** Au plus tard le 15 septembre de l'année de la diffusion de l'appel à projets, les opérateurs visés à l'article 5, alinéa 4, transmettent au président du C.A.A.J. leurs propositions d'actions de prévention générale.

**Art. 7.** Le C.A.A.J. sélectionne, parmi les projets que les différents opérateurs lui ont soumis suite à l'appel à projets visé à l'article 5, ceux qu'il propose de retenir dans son plan d'actions.

**Art. 8.** Toute action de prévention générale privilégie, en améliorant l'environnement social des jeunes et des familles, une réponse globale à des problèmes individuels et collectifs et s'inscrit dans une dynamique de réseau et de partenariat.

Toute action de prévention générale garantit la participation des bénéficiaires dans l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation de l'action.

**Art. 9.** Les actions de prévention générale qui constituent le plan d'actions sont mises en œuvre par les services agréés ou par d'autres services. Le C.A.A.J. peut également inclure dans le plan d'actions des actions qu'il souhaite initier lui-même.

Pour être retenue dans le plan d'actions, une action mise en œuvre par un service relevant d'un autre secteur que celui de l'aide à la jeunesse doit être menée en partenariat avec un service agréé, de préférence avec un service agréé d'aide en milieu ouvert, ou avec un service public de l'aide à la jeunesse ou encore avec le C.A.A.J. Ce partenariat est concrétisé par la participation du personnel de ces services à l'élaboration, la réalisation concrète de l'action ainsi que son évaluation.

**Art. 10.** Au plus tard le 31 octobre de l'année de la diffusion de l'appel à projets, le C.A.A.J. transmet à l'administration compétente sa proposition de plan d'actions sur base d'une grille établie par le Ministre. Le C.A.A.J. transmet également son avis sur les projets qui n'ont pas été retenus dans son projet de plan d'actions.

Il précise la durée de mise en œuvre de chacune des actions qui compose le plan d'actions ainsi que le budget qu'il propose d'affecter à chacune d'elles, selon les modalités prévues aux articles 17 et 18.

**Art. 11.** Au plus tard le 23 décembre de l'année de la diffusion de l'appel à projets, l'administration compétente transmet au Ministre son avis sur les propositions de plans d'actions ainsi que sur l'ensemble des projets qui n'ont pas été retenus par les C.A.A.J.

**Art. 12.** Au plus tard le 31 janvier de l'année qui suit celle au cours de laquelle l'appel à projets est diffusé, le Ministre approuve le projet de plan d'actions de chaque C.A.A.J. et informe le C.A.A.J. et les promoteurs de ses décisions.

Dans le cas où le plan d'actions n'est pas approuvé, le Ministre notifie sa décision motivée au C.A.A.J. dans le même délai. Le C.A.A.J. transmet une proposition modifiée de plan d'actions dans un délai de 30 jours suivant la notification de la décision du Ministre.

**Art. 13.** Au plus tard le 31 octobre de chaque année, à l'exception de celles lors desquelles l'appel à projets est lancé, le C.A.A.J. confirme son plan d'actions.

Dans le cas où le C.A.A.J. modifie son plan d'actions initial, le plan modifié fait l'objet d'une nouvelle approbation par le Ministre, après avis de l'administration.

S'il échet, le Ministre le complète ou le modifie sur la base de nouvelles propositions du C.A.A.J. et dans le respect du budget annuel visé à l'article 17.

**Art. 14.** Au plus tard le 15 décembre de chaque année, à l'exception de celles lors desquelles l'appel à projets est lancé, le projet de plan d'actions de chaque C.A.A.J., confirmé ou modifié, est approuvé par le Ministre qui informe le C.A.A.J. de ses décisions.

### *Section III. — Evaluation du plan d'actions triennal*

**Art. 15.** En vue de l'élaboration du diagnostic visé à l'article 2, le C.A.A.J. réalise une évaluation intermédiaire des actions de prévention générale pour la première fois pour le 31 octobre 2016 et ensuite, tous les trois ans, pour le 31 octobre.

**Art. 16.** Le C.A.A.J. établit tous les 3 ans un rapport d'évaluation de son plan d'actions sur base d'une grille établie par le Ministre et le transmet à l'administration compétente.

A cette fin, le C.A.A.J. recueille l'évaluation des actions de prévention générale réalisée par chaque promoteur.

Au plus tard le 30 avril de l'année qui suit l'année d'échéance du plan d'actions, le rapport d'évaluation est transmis à l'administration compétente.

### *Section IV. — Modalités d'octroi et d'utilisation des budgets relatifs à la mise en œuvre des plans d'actions de prévention générale*

**Art. 17.** § 1<sup>er</sup>. Au plus tard le 15 mai 2014 et ensuite, tous les trois ans, le 15 mai au plus tard, le Ministre informe chaque C.A.A.J. des moyens annuels disponibles pour la mise en œuvre de son plan d'actions triennal.

§ 2. La répartition des crédits annuels prévus pour le financement des plans d'actions de prévention générale est calculée par l'administration compétente pour la première fois en 2014, le 15 avril au plus tard et ensuite tous les trois ans.

§ 3. Les crédits annuels sont répartis entre les arrondissements au prorata de la population pondérée de jeunes de moins de 18 ans ayant leur résidence familial dans chaque arrondissement.

La pondération se calcule par la différence entre l'indice socio économique moyen et l'indice socio-économique de l'arrondissement administratif divisée par 10, conformément à la formule suivante :

$$PC_{(i)} = P_{(i)} \times 1 + (\overline{ISE} - ISE_{(i)}) / 10$$

Où

*ISE* est l'indice socioéconomique de chaque secteur statistique visé à l'article 3 du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité

$PC_{(i)}$  est la population pondérée de jeunes entre 0 et 18 ans de l'arrondissement (i)

$P_{(i)}$  est la population de jeunes entre 0 et 18 ans de l'arrondissement administratif (i)

$ISE_{(i)}$  est l'indice socio-économique de l'arrondissement administratif (i)

$\overline{ISE}$  est l'indice socio-économique moyen de l'ensemble des arrondissements de la CFWB

**Art. 18.** Le plan d'actions soumis pour approbation au Ministre respecte le budget disponible pour l'arrondissement concerné.

Sans préjudice d'une dérogation accordée par le Ministre, au minimum 75 % de ce budget est réservé à des projets mis en œuvre par les différents promoteurs agréés ou non par l'aide à la jeunesse. Le solde est réservé à des projets initiés par les C.A.A.J. eux-mêmes.

*Section V. — Modalités d'octroi et d'utilisation des budgets relatifs aux travaux des C.A.A.J. et des plateformes de concertation*

**Art. 19.** Pour autant que le budget de la Communauté française ait été adopté, l'administration compétente informe, au plus tard le 15 janvier de l'année concernée chaque C.A.A.J. des moyens disponibles pour le fonctionnement des travaux du C.A.A.J. et des plateformes de concertation ainsi que des limites dans lesquelles ces budgets peuvent être utilisés.

*CHAPITRE III. — Participation du Conseiller à l'élaboration du diagnostic social et du plan d'actions*

**Art. 20.** En vertu de l'article 25ter, 2°, du décret, le Conseiller :

1° alimente le diagnostic social visé à l'article 2. Pour ce faire, il recueille les observations et constats issus des prises en charge des situations individuelles du service d'aide à la jeunesse et du service de protection judiciaire de l'arrondissement. Sur base de ces constats, il dégager les éléments d'analyse relatifs à la situation de l'arrondissement au regard des besoins des jeunes et des familles;

2° participe à la mise en œuvre et au suivi des actions de prévention générale initiées par le C.A.A.J. lui-même;

3° contribue à l'évaluation du plan d'actions visée à l'article 16. Pour ce faire, il recueille et synthétise les évaluations visées à l'article 16, alinéa 2.

*CHAPITRE IV. — Dispositions abrogatoires et transitoires*

**Art. 21.** L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 juin 2004 relatif à la mise en œuvre des programmes de prévention générale dans le secteur de l'aide à la jeunesse est abrogé au 15 janvier 2014 à l'exception des articles 6, 7 et 9 qui continuent à s'appliquer aux plans d'actions en cours jusqu'au 31 décembre 2014.

**Art. 22.** Le présent arrêté entre en vigueur le 15 janvier 2014.

*CHAPITRE V. — Disposition finale*

**Art. 23.** Le Ministre ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 21 février 2013.

La Ministre de la Jeunesse,  
Mme E. HUYTEBROECK

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2013/29242]

**21 FEBRUARI 2013. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de verwezenlijking van de algemene preventie door de arrondissementsraden voor hulpverlening aan de jeugd**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, inzonderheid op artikel 25<sup>ter</sup>, 2°, 7° en 8°;

Gelet op het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 juni 2004 betreffende de verwezenlijking van de programma's voor algemene preventie in de sector van de hulpverlening aan de jeugd;

Gelet op het advies nr. 117 van de Gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd, gegeven op 8 november 2012;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 4 december 2012;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 13 december 2012;

Gelet op het advies nr. 52.621/4 van de Raad van State, gegeven op 14 januari 2013 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Jeugd;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

**Artikel 1.** In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1. decreet : het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd;
2. de Minister : de Minister bevoegd voor hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming;
3. Arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd : de Arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd bedoeld in artikel 20 van het decreet;
4. Algemene preventie : de algemene preventie zoals bepaald in artikel 1, 21°, van het decreet;
5. actieplan: het actieplan zoals bepaald in artikel 1, 22°, van het decreet.

HOOFDSTUK II. — *Opmaken van de maatschappelijke diagnose en opvatten en coördinatie van het driejaarlijkse actieplan door de arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd*

*Afdeling I. — Opmaken van de maatschappelijke diagnose*

**Art. 2.** Overeenkomstig artikel 21, 1°, van het decreet, stelt de arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd om de drie jaar, op basis van een referentiesysteem vastgesteld door de Minister, een maatschappelijke diagnose op het gebied van het arrondissement dat zich baseert op :

- 1° statistische gegevens door de bevoegde administratie;
- 2° de vaststellingen van de verschillende erkende diensten en overheidsdiensten voor hulpverlening aan de jeugd;
- 3° de maatschappelijke diagnoses ontwikkeld door de diensten voor hulpverlening in open milieu overeenkomstig artikel 8 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten voor hulpverlening in open milieu;
- 4° de vaststellingen van de andere sectoren, met inbegrip van de aanbevelingen van de overlegplatformen bedoeld in de artikelen 23 en 23<sup>bis</sup> van het decreet en, in voorkomend geval, in artikel 23<sup>ter</sup>;
- 5° de vaststellingen afkomstig uit de tussenevaluatie van het lopende actieplan.

De bevoegde administratie ondersteunt de arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd methodologisch in de ontwikkeling van de maatschappelijke diagnose.

**Art. 3.** De maatschappelijke diagnose wordt aan de adviseur bezorgd voor de verwezenlijking van het programma voor algemene preventie bedoeld in artikel 32, § 2, 2°.

**Art. 4.** Op basis van de maatschappelijke diagnose bepaalt de arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd de prioritaire doelstelling die hij wenst te bereiken via van zijn actieplan. Hij vraagt het advies van de overlegplatformen wat deze prioriteiten betreft.

*Afdeling II. — Opvatten en coördinatie van een driejaarlijks actieplan*

**Art. 5.** Overeenkomstig artikel 21, 2°, van het decreet stelt de arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd om de drie jaar een actieplan vast.

Daartoe lanceert de arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd voor de eerste keer in 2014, ten laatste op 1 juni en daarna om de drie jaar, een oproep tot projecten die de maatschappelijke diagnose bedoeld in artikel 2 omvat, alsook de prioriteiten bedoeld in artikel 4. De oproep tot projecten verzoekt de operatoren bedoeld in het vierde lid om acties van algemene preventie voor te stellen die ten doel hebben de door de arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd bepaalde prioriteiten te verwezenlijken.

De arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd bezorgt een afschrift van de oproep tot projecten aan de bevoegde administratie.

De arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd zorgt voor de breedst mogelijke verspreiding van de oproep tot projecten binnen het arrondissement. Hij richt zich tot :

- het geheel van de overheidsdiensten voor hulpverlening aan de jeugd van het arrondissement;
- het geheel van de erkende diensten die een activiteits- of exploitatiezetel hebben binnen het arrondissement;

- het geheel van de erkende diensten waarvan het pedagogische project bepaalt dat ze hun opdrachten binnen het arrondissement uitoefenen;

- het geheel van de relevante operatoren van het arrondissement in functie van de prioriteiten bedoeld in artikel 4.

De arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd publiceert ook de oproep tot projecten op zijn website.

**Art. 6.** Ten laatste op 15 september van het jaar van de verspreiding van de oproep tot projecten bezorgen de operatoren bedoeld in artikel 5, vierde lid, de voorzitter van de arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd hun voorstellen van actie van algemene preventie.

**Art. 7.** De arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd selecteert onder de projecten die de verschillende operatoren hem voorgelegd hebben naar aanleiding van de oproep tot projecten bedoeld in artikel 5, de projecten die hij in zijn actieplan wenst te weerhouden.

**Art. 8.** Elke actie van algemene preventie geeft de voorrang, door de sociale omgeving van de jongeren en van de gezinnen te verbeteren, aan een globaal antwoord aan de individuele en collectieve problemen en past in het kader van een dynamiek van het netwerk en het partnerschap.

Elke actie van algemene preventie waarborgt de deelname van de begunstigden in de verwezenlijking, de uitvoering en de evaluatie van de actie.

**Art. 9.** De acties van algemene preventie waaruit het actieplan bestaat, worden uitgevoerd door erkende diensten of door andere diensten. De arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd kan ook acties die hij zelf wenst in te leiden in het actieplan invoeren.

Om in het actieplan te worden opgenomen moet een actie die uitgevoerd wordt door een dienst behorend tot een andere sector dan deze van de hulpverlening aan de jeugd, gevoerd worden in partnerschap met een erkende dienst, bij voorkeur met een erkende dienst voor hulpverlening in open milieu, of met een overheidsdienst voor hulpverlening aan de jeugd of nog met de arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd. Dit partnerschap wordt geconcretiseerd door de deelname van het personeel van deze diensten aan de verwezenlijking, de concrete uitvoering van de actie alsook van de evaluatie ervan.

**Art. 10.** Hoogstens op 31 oktober van het jaar van de verspreiding van de oproep tot projecten bezorgt de arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd de bevoegde administratie zijn voorstel van actieplan op basis van een rooster vastgesteld door de Minister. De arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd geeft ook zijn advies over de projecten die nog niet opgenomen werden in zijn project van actieplan.

Hij bepaalt de duur van uitvoering van elke actie waaruit het actieplan bestaat, alsook de begroting die hij aan elke actie wil toewijzen, volgens de nadere regels bedoeld in de artikelen 17 en 18.

**Art. 11.** Hoogstens op 23 december van het jaar van bekendmaking van de oproep tot projecten brengt de bevoegde administratie de Minister haar advies uit over de voorstellen van actieplannen, alsook over het geheel van de projecten die niet door de arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd werden weerhouden.

**Art. 12.** Hoogstens op 31 januari van het jaar volgend op het jaar waarin de oproep tot projecten gelanceerd wordt, keurt de Minister het project van actieplan van elke arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd goed en licht hij de arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd en de promotoren over de beslissingen in.

Ingeval het actieplan niet goedgekeurd wordt, deelt de minister aan de arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd zijn gemotiveerde beslissing mee binnen dezelfde termijn. De arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd bezorgt een gewijzigd voorstel van actieplan binnen een termijn van 30 dagen volgend op de mededeling van de beslissing van de Minister.

**Art. 13.** Hoogstens op 31 oktober van elk jaar, met uitzondering van deze waarin de oproep tot projecten gelanceerd wordt, bevestigt de arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd zijn actieplan.

Ingeval de arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd zijn initiële actieplan wijzigt, moet het gewijzigde plan opnieuw na advies van de administratie door de Minister goedgekeurd worden.

De Minister vult het aan of wijzigt het, in voorkomend geval, op basis van de nieuwe voorstellen van de arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd en met inachtneming van de jaarlijkse begroting bedoeld in artikel 17.

**Art. 14.** Hoogstens op 15 december van elk jaar, met uitzondering van deze waarin de oproep tot projecten gelanceerd wordt, wordt het bevestigde of gewijzigde project van actieplan van elke arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd, door de Minister goedgekeurd, die de arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd over zijn beslissingen inlicht.

#### *Afdeling III. — Evaluatie van het driejaarlijkse actieplan*

**Art. 15.** Met het oog op het opmaken van de diagnose bedoeld in artikel 2, voert de arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd een tussenevaluatie van de acties van algemene preventie voor de eerste keer voor 31 oktober 2016 en daarna, om de drie jaar, voor 31 oktober, uit.

**Art. 16.** De arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd stelt om de drie jaar een evaluatieverslag op van zijn actieplan op basis van een rooster vastgesteld door de minister en bezorgt het aan de bevoegde administratie.

Daartoe ontvangt de arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd de evaluatie van zijn acties van algemene preventie die door elke promotor uitgevoerd wordt.

Hoogstens op 30 april van het jaar volgend op het verveljaar van het actieplan, wordt het evaluatieverslag aan de bevoegde administratie bezorgd.



*Afdeling IV.* — Nadere regels voor de toekenning en het gebruik van de begrotingen betreffende de uitvoering van actieplannen van algemene preventie.

**Art. 17.** § 1. Hoogstens op 15 mei 2014 en daarna, om de drie jaar, op 15 mei uiterlijk licht de Minister elke arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd in over de jaarlijkse middelen die beschikbaar zijn voor de uitvoering van zijn driejaarlijkse actieplan.

§ 2. De verdeling van de jaarlijkse kredieten voorbehouden voor de financiering van de actieplannen van algemene preventie, wordt berekend door de bevoegde administratie voor de eerste keer in 2014, op 15 april uiterlijk en daarna om de drie jaar.

§ 3. De jaarlijkse kredieten worden verdeeld over de arrondissementen naar rata van de gewogen bevolking van jongeren beneden de 18 jaar met een gezinsverblijf in elk arrondissement.

De weging wordt berekend door het verschil tussen het gemiddelde sociaal-economisch indexcijfer en het sociaal-economisch indexcijfer van het administratieve arrondissement gedeeld door 10, overeenkomstig de volgende formule :

$$PC_{(i)} = P_{(i)} \times 1 + (\overline{ISE} - ISE_{(i)}) / 10$$

waar

ISE is het socio-economisch indexcijfer van elke statistische sector bedoeld in artikel 3 van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving.

$PC_{(i)}$  is de gewogen bevolking van jongeren tussen 0 en 18 jaar in het arrondissement (i)

$P_{(i)}$  is de bevolking van jongeren tussen 0 en 18 jaar in het administratieve arrondissement (i)

$ISE_{(i)}$  is het sociaal-economisch indexcijfer van het administratieve arrondissement (i)

$\overline{ISE}$  is het gemiddelde sociaal-economisch indexcijfer van het geheel van de arrondissementen van de CFWB

**Art. 18.** Het actieplan dat ter goedkeuring van de Minister wordt voorgelegd, leeft de beschikbare begroting voor het betrokken arrondissement na.

Onverminderd een afwijking toegekend door de Minister, wordt ten minste 75 % van deze begroting voorbehouden voor projecten die uitgevoerd worden door de verschillende promotoren die al dan niet goedgekeurd worden door de hulpverlening aan de jeugd. Het saldo wordt voorbehouden voor projecten ingevoerd door de arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd zelf.

*Afdeling V.* — Nadere regels voor de toekenning en het gebruik van begrotingen betreffende de werkzaamheden van arrondissementsraden voor hulpverlening aan de jeugd en de overlegplatformen.

**Art. 19.** Voor zover de begroting van de Franse Gemeenschap aangenomen werd, licht de bevoegde administratie uiterlijk op 15 januari van het betrokken jaar elke arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd in over de middelen die beschikbaar zijn voor de werking van de werkzaamheden van de arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd en de overlegplatformen alsook over de perken waarin deze begrotingen gebruikt kunnen worden.

HOOFDSTUK III. — *Deelname van de adviseur aan de uitwerking van de maatschappelijke diagnose en het actieplan*

**Art. 20.** Overeenkomstig artikel 25 ter, 2°, van het decreet :

1° vult de adviseur de maatschappelijke diagnose bedoeld in artikel 2 in. Daarom verzamelt hij de waarnemingen en vaststellingen afkomstig uit de tenlastenemingen van individuele toestanden van de dienst voor hulpverlening aan de jeugd en de dienst voor gerechtelijke bescherming van het arrondissement. Op basis van deze vaststellingen neemt hij de elementen van analyse uit in verband met de toestand van het arrondissement naast de behoeften van de jongeren en de gezinnen;

2° neemt de adviseur deel aan de uitvoering en de opvolging van de acties van algemene preventie ingevoerd door de arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd zelf;

3° doet de adviseur mee aan de evaluatie van het actieplan bedoeld in artikel 16. Daarom verzamelt hij en maakt hij een synthese van de evaluaties bedoeld in artikel 16, tweede lid 2.

HOOFDSTUK IV. — *Opheffings- en overgangsbepalingen*

**Art. 21.** Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 juni 2004 betreffende de verwezenlijking van de programma's voor algemene preventie in de sector van de hulpverlening aan de jeugd, wordt op 15 januari 2014 opgeheven, met uitzondering van de artikelen 6, 7 en 9 die van toepassing blijven op de lopende actieplannen tot 31 december 2014.

**Art. 22.** Dit besluit treedt in werking op 15 januari 2014.

HOOFDSTUK V. — *Slotbepaling*

**Art. 23.** De Minister van hulpverlening aan de jeugd, is belast met de uitvoering van dit besluit.  
Brussel, 21 februari 2013.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd,  
Mevr. E. HUYTEBROECK